



**PRÉFET
DE LA SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 Chambéry

Chambéry, le 30 septembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PIERRE APPRIN & CIE

85 ZI Les Glaires
PONTAMAFREY MONTPASCAL
73300 La Tour-En-Maurienne

Références : 20240930_RAP_Inspsurpieces_Dépassement_Complet.odt
Code AIOT : 0006101638

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/09/2024 dans l'établissement PIERRE APPRIN & CIE implanté LE ROCHERAY 73300 ST JEAN DE MAURIENNE. L'inspection a été annoncée le 11/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection réalisée le 30/09/24, dans la continuité de la visite du 11/07/2024, s'est concentrée sur l'évaluation, sur pièces documentaires, du niveau de production de la carrière au jour du contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PIERRE APPRIN & CIE
- LE ROCHERAY 73300 ST JEAN DE MAURIENNE
- Code AIOT : 0006101638
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société RENE APPRIN est autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert d'éboulis calcaire sise au lieu dit "Le Rocheray" à Saint-Jean-de-Maurienne sous couvert d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 12 octobre 2004 pour une durée de 30 ans. Le volume des activités autorisé par arrêté préfectoral est limité à 150 000 t/an en moyenne et à 250 000 t/an de production maximale. Par ailleurs, un arrêté préfectoral complémentaire du 15/11/2019 portant mesures additionnelles est venu compléter et modifier certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2004.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Données générales	AP de Mise en Demeure du 16/04/2019, article 1	Suspension, Amende	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle des niveaux de production de matériaux, à fin août 2024, a permis de mettre en évidence, une nouvelle fois, un dépassement du seuil maximal annuel autorisé fixé à 250 000 tonnes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Données générales

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/04/2019, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Autorisation
Prescription contrôlée : L'exploitant est mis en demeure de respecter, sous un délai d'un an, l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 12/10/2004 relatif à la production maximale annuelle autorisée (250 000 t/an).
Constats : Le constat n°4 du rapport d'inspection du 11 juillet 2024 mettait en évidence que " <i>Le relevé des quantités de matériaux extraits mensuellement présenté par l'exploitant lors de la revue documentaire a mis en évidence une production d'environ 158 873 tonnes au 31 mai 2024. Au regard des moyennes mensuelles depuis le début de l'année 2024, il est raisonnable de penser que l'exploitant atteindra le seuil de production maximal autorisé vers la fin du mois d'août 2024.</i> " Le service d'inspection des installations classées a donc interrogé l'exploitant au mois de septembre afin d'avoir les éléments factuels sur la situation de production à fin août 2024. Le bilan de production transmis par l'exploitant au 30/09/24 met effectivement en évidence un dépassement du seuil maximal annuel autorisé puisque qu'au 31/08/24 l'exploitant a déclaré une production de 259 332 tonnes soit un dépassement du seuil de 3,7 %. Les échanges avec l'exploitant soulignent également que ce dépassement va s'amplifier au mois de septembre 2024 au regard de la dynamique de production actuelle. Par ailleurs, l'exploitant a confirmé que l'activité d'extraction était toujours en fonctionnement sur la carrière.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est proposé à M. le préfet de suspendre le fonctionnement de l'activité d'extraction jusqu'à la fin de l'année civile afin de se conformer à l'article 1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter tel que prévu par l'article L. 171-8 - 3° du code de l'environnement Par ailleurs et au regard du dépassement répété et constaté chaque année depuis 4 ans, il est également proposé au Préfet de la Savoie un deuxième arrêté préfectoral, portant amende administrative à hauteur de 22 500 Euros pour dépassement de la capacité de production maximale autorisée sur l'année 2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Suspension, Amende
Proposition de délais : 1 mois